

## **Une orientation pour gagner des avancées sociales et démocratiques :**

### **AGIR en renouvelant le fonctionnement syndical**

Le rôle du SNESUP-FSU est de contribuer à la réflexion, à la mise en action du plus grand nombre de nos collègues tant sur des aspects spécifiques au monde de la recherche et de l'enseignement supérieur que sur des revendications sociales plus larges (salaires, protection sociale, statuts, services...) pour inverser la politique d'affaiblissement des services publics et le creusement des inégalités salariales et territoriales. Dans le monde universitaire, à ces motifs d'action s'ajoute l'élitisme concurrentiel qui fragilise nombre de collègues et d'établissements, en particulier avec les regroupements d'établissements, qui cassent le lien enseignement-recherche. La volonté du pouvoir d'augmenter les droits d'inscription des étudiants étrangers (hors UE) est un prélude à l'instauration d'études supérieures payantes, comme dans de trop nombreux pays, avec des tarifs modulés selon le renom des universités. Contre cette logique désastreuse pour les étudiants, aux lourdes conséquences dans les labos scientifiques, pour la production de connaissances, pour le rayonnement de la France dans le monde notamment dans les pays d'Afrique, une grande part du monde universitaire et de ses organisations s'est déjà rassemblée et a obtenu un premier recul. Cette dynamique doit être renforcée pour l'abandon complet de ce projet et le refus de toute forme de sélection sociale, qu'elle relève de l'entrée dans le post bac (Parcoursup), de l'entrée en master (sélection explicite pour laquelle le SNESUP a donné scandaleusement son aval fin 2016, nous ne l'oublions pas !), ou d'une défiance vis-à-vis des étudiants des pays pauvres.

La brutalité du système économique capitaliste qui exerce son emprise dans les plus grandes parties du monde semble sans limite : accroissement des inégalités, guerres, exclusions sociales, impacts environnementaux... Des millions de personnes survivent sous le seuil de pauvreté, la précarité grandit, le pouvoir d'achat est menacé par la soumission de tous les aspects de la vie économique et sociale à la « loi du profit ». Universitaires certes, mais pas dans une tour d'ivoire, et en particulier attentifs aux évolutions internationales contemporaines contrastées, ces dimensions font partie de nos combats.

En France, dans des périmètres et des formes renouvelées, les actions engagées par les « gilets jaunes », en portant des revendications sociales, fiscales, démocratiques convergeant avec nos combats syndicaux, ont souligné l'urgence de changements profonds. Le recours par le gouvernement à une stratégie de la tension fondée sur des violences policières est un grave danger démocratique. Les légitimes aspirations du plus grand nombre doivent être satisfaites : l'unité des forces sociales syndicales et associatives est indispensable. Le caractère Unitaire de notre fédération (le U de la FSU) devrait être porteur de plus d'espoir.

Défense de la Fonction Publique, essentielle pour l'égalité et la justice sociale, environnementale et territoriale, revalorisation des salaires et pensions, maintien de notre régime de retraites et refus du système régressif de retraite par points, recrutement de titulaires et résorption de la précarité, gratuité des études pour tous, refus de Parcoursup, maintien d'un cadre national des diplômés (au contraire de la loi ORE qui déstructure les licences), indispensable mission de formation des enseignants, refus des logiques hyper-sélectives de financement de la recherche, de concentration des laboratoires, des évaluations permanentes, des regroupements « contraints » d'établissements, etc : ces revendications syndicales inscrites de longue date dans l'identité du SNESUP ne doivent pas se limiter à des postures incantatoires.

Le SNESUP-FSU doit impulser bien davantage le combat pour gagner de réelles avancées en solidarissant largement les collègues et en favorisant les convergences avec les étudiants. C'est avant tout la fonction des sections syndicales locales qui doivent redevenir le centre de gravité de la construction du rapport de forces. Car la perte de voix aux élections professionnelles (-5 % au CTU en décembre 2018), la diminution du nombre de syndiqués (-16 % en dix ans), la démission de camarades du Secrétariat National, du Bureau National et la mise à l'écart de plusieurs autres responsables, témoignent malheureusement, du côté de la direction exécutive actuelle du syndicat, d'une incapacité à mobiliser réellement, d'un déficit démocratique interne grave, bref de sérieuses carences auxquelles il faut d'urgence remédier.

Le collectif « Agir ! », né il y a 2 ans<sup>1</sup> de ces constats et suite au dérapage de l'exécutif national du syndicat face à la sélection en master, appelle à renforcer le syndicat en donnant une forte priorité au fonctionnement des sections locales, à leur revitalisation, et à reconstruire l'unité pluraliste du syndicat au-delà des courants de pensée dont le caractère sclérosant est de plus en plus manifeste.

Nous proposons de travailler très vite à un rapprochement entre les syndicats de la FSU qui ont le même périmètre d'intervention (enseignement supérieur et recherche : SNESUP, SNCS, SNASUB) en se tournant en priorité vers les jeunes collègues doctorants, post-docs, précaires divers afin de gagner les recrutements de fonctionnaires indispensables à tout travail pérenne. Il faut obtenir le transfert des budgets alloués aux Programmes d'Investissement d'Avenir (PIA 2&3), dotés de plusieurs milliards d'euros, ainsi que celui de l'ANR, vers les budgets récurrents des établissements, et de même pour les milliards alloués au Crédit Impôt Recherche. Ces revendications lisibles par tous, en capacité de fédérer et de changer l'actuel rapport des forces, doivent être une priorité.

Il s'agit aussi de modifier les dynamiques internes à notre syndicat en réfléchissant au tarif des cotisations afin que cet aspect soit le moins dissuasif possible, en élargissant les dispositifs de formation des militants pour faire face aux multiples difficultés rencontrées par les collègues et pour faire de tous les lieux de concertation et de décision (CTE, CTU, CTMESR, CAP, CaC, CA, CHSCT...) des lieux où sont portées avec force et constance les revendications des collègues. Le syndicalisme que nous portons a pour vocation de rassembler majoritairement les collègues et de contribuer à orienter les départements d'enseignement, laboratoires, UFR et établissements vers la satisfaction des besoins collectivement et démocratiquement exprimés. Le SNESUP doit être la force incontournable pour que jamais nos établissements ne deviennent les simples relais des choix politiques du gouvernement comme l'a exprimé en février la ministre Vidal.

Les propositions de modifications statutaires que nous portons par ailleurs s'inscrivent dans cet objectif : création d'un second collège à la Commission Administrative composé des représentants des sections ; limitation du cumul dans le temps des mandats électifs à la Commission Administrative ; publication en même temps que les motions d'orientation des listes de candidats proposés par les courants de pensée. Ces propositions seront débattues lors du congrès d'orientation en juin.

En phase avec la contestation citoyenne, le SNESUP doit redevenir irréprouvable et l'outil efficace tant pour la défense des collègues que pour le développement d'un enseignement supérieur gratuit, ouvert à tous. Pour cela, il faut un sursaut des syndiqués. L'exécutif actuel, élu lors du dernier congrès avec 48% des voix et une participation inférieure à 25% des syndiqués, dont la gestion du personnel du siège a abouti à une lourde et récente condamnation aux prudhommes, doit être changé. Ensemble, reprenons en main notre destin et notre syndicat !

Le collectif trans-tendances « AGIR ! » vous appelle à voter pour cette motion.

**Premiers signataires** : F. ALBERTINI, F. BENEY, S. BOSSARD, E. CAUVIN, R. CHAULET, V. CHEVALIER, J. CLAUSTRE, A. DA SILVA, J. FABBRI, N. FÉREY, N. FIORI-DUHARCOURT, A. FREITAS, A. GONZALES, S. GUICHETEAU, J. GUYOT, C. HOFFMANN, A. LACROIX-RIZ, X. LAMBERT, P. LANGLOIS, A. LANTZ, F. LAORDEN, J-P. LECA, P. LECLAIRE, D. LOUBIÈRE, M. MARTINEZ, L. MERCURI, D. MONTEUX, S. MOUTIER, J. ORTIZ, A. PAGANO, E. PELLET, S. PITTIA, N. POUYANNE, F. RIVIÈRE, H. ROMOTH, M. SANCHEZ, M-T. SCHETTINO, A. SIPPEL, F. SPAGNOLI, H. TER MINASSIAN, C. TERREAU, G. TOLLET, V. VISA-ONDARCUHU, d'Aix-Marseille, Angers, Amiens, Besançon, Caen, Clermont-Ferrand, Compiègne, Corse, Evry, Lyon, Mulhouse, Nantes, Nevers, Nice, Orléans, Paris 1-5-11-12, Pau, Rennes, Toulouse, Tours, Versailles ou retraité-es.

**Contact** : [agir.snesup@free.fr](mailto:agir.snesup@free.fr)

---

<sup>1</sup> composition actuelle de la Commission Administrative (instance délibérative) du SNESUP : AS = 20, EE-PSO = 14, AGIR! =6, PSL=1, l'exécutif national étant depuis septembre 2017 exclusivement composé avec AS et EE-PSO.